

# FATIGUÉS !

Relations difficiles avec la population, bavures policières, horaires intenable : le quotidien des forces de l'ordre est suspendu à l'état d'urgence. En première ligne face à la menace terroriste, ils subissent une mobilisation exceptionnelle depuis sept mois. Parfois jusqu'à l'épuisement.

PAR BARBARA MARTY PHOTOS LUCILE AIMARD

## notre dossier :

<b>Décryptage</b> Police : le grand coup de pompe	46
<b>Chiffres clefs</b> Forces de l'ordre : état d'urgence	47
<b>Jacques Richard, directeur d'une école de police</b> « Un coup on est mis sur un piédestal, un coup on est maudits »	49
<b>Reportage</b> Flics hors service	50

Tous ont peur de déraiper. «Faites gaffe, on n'utilise pas les lacrymos», rappelle l'un des CRS. A sa droite, un autre filme l'évolution du cortège anti-loi travail avec une caméra accrochée à une perche à selfies. «Il y a des blessés?», crie l'un d'eux dans un talkie-walkie, une fois la charge terminée. Laisser un collègue isolé trop longtemps et l'exposer au danger, c'est la hantise de chacun. Leur seul objectif : rassembler la compagnie. Mais ils n'y parviendront pas. Quinze policiers reviendront blessés de la manifestation du 26 mai à Paris. Cinq jours pendant les fêtes de Noël, c'est la seule pause qui leur a été accordée. Sept mois après les attentats du 13 novembre et l'instauration de l'état d'urgence, la mobilisation des forces de l'ordre devient un exploit de tous les instants. Chaque mission s'ajoute à la précédente, sans espoir de repos ou de renfort. «Les gars ont



Aller plus loin en photos [bit.ly/cfjanas](http://bit.ly/cfjanas)

enchaîné les attentats, la Cop21, les manifestations et maintenant l'Euro. On n'en voit pas le bout », s'inquiète Philippe Lavenu, secrétaire national d'Alliance, syndicat majoritaire chez les gardiens de la paix. Il voit ses collègues s'épuiser sous le rythme effréné de l'après-attentats. Les heures supplémentaires se comptent en jours. Les congés sont exceptionnels. La peur d'être une cible est omniprésente. Depuis l'état d'urgence, leur quotidien a changé. Cette pression permanente est devenue la norme au sein de la profession. «Si demain on vous demande de courir le marathon, vous

**“Est-ce qu'il y a des blessés?”**

Un CRS, à la manifestation du 26 mai



Les CRS encadraient 19000 manifestants le 26 mai à Paris, selon les chiffres de la préfecture.

allez vous préparer et y arriver. Mais si on vous demande de courir sans vous arrêter, là, vous n'allez pas tenir », compare Philippe Lavenu, résigné. Pourtant, la fatigue et le stress, les flics en ont l'habitude. Mais aujourd'hui, ils sont à bout. « Depuis les attentats, tu ne peux plus poser de jours de vacances et de repos, déplore Maëlle\*, une jeune policière du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, sortie de l'école il y a un an à peine. C'est un métier où tu as envie de souffler, de voir ta famille, tes amis. »

Julie\* est une CRS énergique d'une vingtaine d'années. À peine revenue d'une mission dans la jungle de Calais, elle poursuit avec une manifestation à Paris et une autre à Strasbourg, avant de poser enfin ses valises chez elle. Cette vie nomade, à cent à l'heure, elle en rêvait. Mais à demi-mot, elle reconnaît que le rythme est difficile à suivre. « Avant, tu alternais un déplacement et une "neutra", c'est-à-dire un travail de bureau, pour faire autre chose, décrit la jeune femme, encore pleine d'entrain pour ce métier qu'elle découvre. Maintenant, tu n'as plus vraiment d'entre-deux. » Elle poursuit, doucement : « Pour moi, ça va parce que je suis jeune, mais je vois des collègues qui ont du mal en fin de mission. » Sa compagnie enchaîne déplacement sur déplacement, partout en France. Certains tournent parfois à la déconvenue. « Des collègues ont eu des soucis dans des hôtels de Calais. Ils ont eu la gale, d'autres ont attrapé des puces », détaille-t-elle avec dégoût.

**«Fais gaffe à toi»**

Les flics le savent : ils seront les premiers appelés en cas d'attentat. Et surtout, ils redoutent d'en être la cible. Dans le commissariat de Charlotte\*, jeune adjointe de sécurité dans les Yvelines, la nuit du 13 novembre 2015 hante encore les esprits. Chaque intervention peut devenir un potentiel lieu d'attentat. « Avant de partir en mission on se dit tout le temps «Fais gaffe à toi», parce qu'on ne sait jamais si ça va bien se passer, poursuit-elle, un brin inquiète. On fait face à beaucoup de colis suspects, de valises abandonnées, alors forcément on imagine le pire. Quand mes collègues partent en intervention, la première chose à laquelle ils pensent c'est leur femme et leurs enfants. »

Pression supplémentaire : désormais, les CRS sont formés pour intervenir avant le Raid et la BRI (Brigade de recherche et d'intervention) en cas d'attaque terroriste. Deux sections sur quatre sont en cours de spécialisation en «terro», au sein d'une même compagnie de CRS. «On est en première ligne», conclut Julie\*, pessimiste. Même les interventions de routine se compliquent. «Quand on sort en patrouille, ●●●



**Forces de l'ordre : état d'urgence**

18 millions

C'EST LE VOLUME D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES non payées et non récupérées par les effectifs de police depuis l'instauration de l'état d'urgence le 13 novembre 2015 tous postes confondus.

350

C'EST LE NOMBRE DE POLICIERS BLESSÉS depuis le début des manifestations contre la loi travail, le 9 mars dernier.

72000

POLICIERS ET GENDARMES MOBILISÉS pour assurer la sécurité de l'Euro de football 2016, qui se déroulera à Paris du 10 juin au 10 juillet.

5000

C'EST LE NOMBRE DE POSTES À CRÉER sur deux ans en plus du recrutement habituel selon l'objectif fixé par le gouvernement.

7000

MANIFESTANTS CONTRE LA HAINE ANTI-FLIC présents à Paris le 18 mai 2016 selon le syndicat Alliance.

Sources : ministère de l'Intérieur, Le Monde, Europe 1.



Les principaux syndicats de policiers avaient appelé à manifester à Paris contre la « haine anti-flic » le 18 mai 2016.

●●● même si c'est pour un petit truc, on met un casque, un gilet pare-balles... que de l'équipement lourd », soupire Charlotte\*, l'adjointe de sécurité des Yvelines.

#### Promotion sacrifiée

Rester huit heures debout, à surveiller des écoles, des synagogues ou des ambassades, c'est devenu le nouveau quotidien de beaucoup de policiers. « Faire le planton », comme disent les flics. Des missions rébarbatives, qui ont durablement

changé l'image de prestige du CRS. « Avant, c'était le top du top. Seulement les meilleurs devenaient CRS, décrit Maëlle\*, jeune diplômée. Aujourd'hui, même les derniers peuvent obtenir ce poste. » Elle soupire : « On est la promotion sacrifiée. » Le manque de reconnaissance plombe le moral de ces troupes. La haine anti-flic est une réalité pour les policiers, bien loin de la vague de soutien populaire post-attentats de janvier. « Les insultes, c'est de plus en plus régulier », s'empare Charlotte\*. Le métier a changé aussi. Il est devenu ingrat.

Dans tous les services, la relève est attendue entre impatience et nervosité. Elle reste le seul espoir de soulager les équipes mais, pour le moment, elle ne risque pas d'arriver. « Il y a quinze ans, on aurait su gérer, mais aujourd'hui, les effectifs ne suffisent plus, s'alarme Éric\*, gendarme mobile à la retraite depuis deux ans. Pour les gars, la situation est devenue ingérable. » Il conserve un aperçu de la réalité du terrain grâce à ses nombreux amis en service. « Je ressens leur fatigue quand je les vois aux pots de départ, aux festivités », reconnaît-t-il.

### “ Dans ce métier, tant que les gars résistent, ils bossent ”

Éric\*, gendarme mobile à la retraite

## “ Un coup on est mis sur un piédestal, un coup on est maudits ”

Jacques Richard, commissaire divisionnaire et directeur de l'école nationale de police de Sens (Yonne).



En quoi consistent les nouveaux concours et les formations annoncées pour soutenir l'état d'urgence ?

Le ministère de l'Intérieur nous a donné l'objectif d'intégrer 4 800 gardiens de la paix en 2016, deux fois plus qu'en 2015. Il a fallu s'adapter et accélérer le recrutement. On a densifié la scolarité. Désormais, le concours classique donne lieu à une formation de dix mois et demi au lieu de douze et le concours interne, ouvert aux adjoints de sécurité ayant une expérience de terrain, à une formation de six mois au lieu de douze.

#### Comment préparer les apprentis policiers à la menace terroriste ?

Les attentats de 2015 nous ont conduit à renforcer un certain nombre de thématiques dans la formation comme l'éventualité d'une tuerie de masse. On y consacre maintenant vingt heures de cours et on aborde des choses très pratiques comme les tactiques d'intervention. Des psychologues participent à la formation et apprennent aux élèves quel comportement adopter. Cela peut être utile autant sur les tueries de masse que sur les accidents de la circulation ou les violences familiales.

#### Redoutez-vous que ce nouveau concours fasse baisser le niveau de recrutement ?

Le concours du mois de mars a été exceptionnel. Il a fallu répondre à une demande de nouvelles recrues très importante. Les épreuves de dissertation, langues et résistance au stress sont provisoirement supprimées. Pour moi, le concours est suffisamment sélectif : vous avez 35 000 candidats pour 2 000 places. Avec ce ratio de réussite, je pense

qu'on gardera toujours les meilleurs. Côté formation, que le gardien de la paix ne connaisse pas les compétences de la mairie, ce n'est pas catastrophique. Ils seront concentrés sur les fondamentaux du métier.

#### Est-ce que le profil des élèves a changé ?

Les événements récents n'ont pas découragé les élèves en formation et les candidats. Ils ont pleinement conscience de l'utilité du métier. Les gens étaient aussi motivés après les attentats de Charlie Hebdo, mais l'engouement pour le métier a été beaucoup plus marqué après l'attaque du Bataclan. À l'image de la société, ils ont retrouvé l'envie de participer à la vie de leur pays.

#### Sont-ils impactés par la haine anti-flic ?

Un coup nous sommes mis sur un piédestal, un coup nous sommes maudits. Mais depuis que je suis dans la police, ça a toujours été comme ça. Je pense qu'il faut rester modéré sur la supposée « haine anti-flic ». C'est passer.

Propos recueillis par B.M.

La Révision générale des politiques publiques (RGPP) adoptée en 2007 par l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy a conduit à une réduction de 12% des postes dans la police nationale. Aujourd'hui, les forces de l'ordre doivent faire mieux avec moins. Tout ce qu'elles attendent, c'est l'arrivée en fonction des apprentis actuellement sur les bancs de l'école (lire l'interview ci-dessus). « En moyenne, il faut dix-huit mois pour former un policier, décrit Éric\*. En attendant, on pioche dans des unités de province déjà en sous-effectifs. » A la lumière de ses quarante ans de carrière, l'ancien gendarme condamne : « Dans ce métier, tant que les gars résistent, ils bossent. » Pour l'instant, eux, résistent. ●

\*Les prénoms ont été modifiés.



Le 18 mai dernier, quatre ou cinq personnes ont mis le feu à une voiture de police qui de Valmy à Paris. Ses deux occupants sont parvenus à s'extraire à temps du véhicule.